

pour tous ceux qui suivent d'un peu près la vie confédérale, il ne fait pas de doute que ce complément de la carte était insuffisant.

Tel n'était pas l'avis de la C. A. Bravement, elle proposa la suppression de toute cotisation mensuelle, ne conservant que le produit de la carte confédérale. Elle pensait que cela produirait grand effet sur les syndicats et les syndiqués et que ceux-ci lui sauraient gré de ce syndicalisme à bon marché. Il n'en a rien été, parce que syndiqués et syndicats attendent du travail de la C.G.T.U. et savent qu'on ne fait rien avec rien; ils sont prêts à fournir les ressources nécessaires pour le travail nécessaire. Ce qu'ils n'aiment pas fournir, ce sont des ressources pour qu'on les gaspille.

Une C.G.T. basée sur des Unions régionales à former et ravitaillée simplement par le produit de la carte confédérale, ce n'était pas une C.G.T. transformée, mais une C.G.T. démolie avant peu.

Sa force et ses ressources étaient réduites juste au moment où son rôle devient plus grand. On peut dire sans exagération qu'il n'est guère de problèmes économiques qui ne soient nationaux ou internationaux. Le sort de chacun se joue rarement dans sa boîte, en tête à tête avec son patron. Regardez les grèves des métaux qui se produisent en ce moment; presque toujours les grévistes se heurtent à cette réponse: Ce n'est pas nous qui décidons, mais la rue de Madrid, c'est-à-dire le Comité des Forges. Voyez chez les mineurs frappés de chômage et menacés d'une diminution de salaires. C'est la faute d'une invasion par dumping des charbons anglais; c'est la faute du traité de Versailles et des livraisons de charbon allemand. Prenez les tisseurs, prenez les marins, prenez tous les ouvriers et prenez tous les paysans, personne qui puisse dire qu'il peut s'isoler, se retrancher dans son atelier, sa localité ou son département. Tous dépendent de problèmes nationaux ou internationaux. Aussi, jamais le rôle de la Centrale nationale n'a été plus grand.

On démolissait la maison à l'heure où il faut l'agrandir.

Derrière ces fautes et ces erreurs, je retrouvais la même conception utopique du syndicalisme. De même qu'on se

figurait pouvoir rassembler la classe ouvrière avec un vibrant appel sur une belle plate-forme théorique, ce qui explique l'attitude de certains scissionnistes de gauche, on croyait que des statuts peuvent engendrer une organisation alors qu'ils n'en sont que le vêtement, un vêtement qui lui va plus ou moins bien, selon qu'on l'adapte ou non au fur et à mesure des besoins nouveaux de l'organisation.

Pour se figurer cela, pour couper les membres vivants de l'organisation sous le malin prétexte qu'on va lui en greffer de plus beaux, il faut non pas seulement ne pas avoir grande expérience des difficultés de l'organisation, mais manquer totalement de ce réalisme qui caractérise le syndicalisme. J'ai entendu ces temps derniers, un camarade penché sur un gros travail de réorganisation, grogner contre les marchands de boniments soi-disant syndicalistes. Il n'avait pas tort.

Un si beau projet de statuts, dans l'esprit de ses pères et parrains, ne devait pas être amputé d'un mot, modifié d'une virgule. Dès sa publication dans le *Libertaire*, celui-ci déclara qu'il veillerait sur sa pureté et ne permettrait pas qu'on y put toucher. A Saint-Etienne, Monmousseau pouvait rappeler à Lecoq que lorsqu'un contre-projet fut publié, il avait demandé des sanctions contre les indisciplinés coupables d'un tel délit.

Au lieu de se féliciter d'un contre-projet et d'en susciter des dizaines afin que la position fût traitée à fond par tous ceux qu'elle intéressait, on servait son plat et l'on disait: Admirez et avalez. Ceux qui ont fait la grimace se sont fait regarder de travers. Ceux qui ont dit qu'ils aimeraient mieux autre chose, se sont fait injurier. Quant aux congressistes de Saint-Etienne qui ont fait voltiger la vaisselle et le contenu, ils ne peuvent être que des canailles ou des politiciens, à moins qu'ils ne soient des canailles de politiciens, selon le langage de celui qui vint à la minorité syndicaliste après Tours, bras-dessus bras-dessous avec Le Trocquer.

C'est ainsi qu'on a compris la liberté des militants, celle des tendances; c'est ce qu'on appelle le fédéralisme; c'est ainsi qu'on met la main, au travail d'organisation.

Sémard a raconté, avec esprit, comment, à la Commission Administrative, certains camarades avaient été traités en suspects et comment on y comprenait le travail. Forcément, ceux qui courent la France comme lui pour la propagande de leur organisation ne pouvaient pas être toujours à Paris et assister à toutes les réunions. Mais quand il était là, c'était régulier, au lieu du travail pratique qui ne devait pas manquer, Besnard prononçait le sacramental: « Il faut se situer... » et les écluses s'ouvraient au nom du fédéralisme, du syndicalisme pur nouveau style, de l'autonomie, de l'indépendance.

INDEPENDANCE, INDEPENDANCE

Au Congrès minoritaire de Lille, j'avais remis à leur place les prétentions des « partisans » du syndicalisme nouveau style en leur rappelant que le premier devoir pour le syndicaliste se suffisait à lui-même, c'était de faire son propre travail. J'avais donné lecture d'une lettre de Besnard demandant à l'U.S.T.I.C.A. l'établissement d'un plan constructif à opposer à Lille au programme con-

fédéral. J'aurais pu m'étonner d'avoir vu dans les colonnes Besnard et qui n'était autre qu'un long rapport de de l'*Humanité* un long travail portant la signature Pierre l'U.S.T.I.C.A. Je n'ai pas voulu insister alors et jeter le ridicule sur un camarade et sur le mouvement de la minorité, afin qu'on ne puisse pas dire qu'elle était incapable de concevoir et de mettre sur le papier son propre programme.

Mais quand je lis dans la motion Besnard déposée à Saint-Etienne:

Le Congrès déclare que les événements prochains se dérouleront dans l'ordre économique. Les nouvelles conditions de la vie des peuples vont poser, avec une force grandissante et insoupçonnée, les véritables caractères de la vie sociale.

Cette vie sera l'œuvre des activités productives et créatrices, par la combinaison des efforts des *manœuvres*, des *techniciens* et des *savants*.

Je me dis que ce n'est pas un syndicaliste qui a écrit cela, que c'est probablement encore du travail fait sur mesure par quelque technicien, mais du travail où transparaît le mépris de la classe ouvrière, ces *manœuvres* que la technique et l'intelligence devront conduire par la main.

Et je répète ce que je disais à Lille: ceux qui vont ailleurs se faire établir leurs programmes et leurs résolutions peuvent chanter sur tous les tons qu'ils sont des syndicalistes, les seuls syndicalistes, ils prouvent simplement qu'il ne savent pas ce que c'est que le syndicalisme, qu'ils sont incapables de défendre son indépendance, car la première garantie de l'indépendance, c'est la pensée propre et vive d'un mouvement qui se garde contre les infiltrations empoisonnées des autres classes. Ceux qui, impuissants à forer leur propre source, vont chercher leur eau chez le voisin, ridiculisent, avilissent le syndicalisme et le préparent à toutes les subordinations.

LE PACTE

Le malaise s'aggravait de jour en jour dans la C.G.T.U., le brouillard s'épaississait, les meilleurs cherchaient leur route en tâtonnant et se disaient qu'ils avaient traversé des situations bien inexplicables, quand un jour la *Bataille Syndicaliste* publia le fameux Pacte qui liait depuis février 1921 un certain nombre de militants.

Ce fut un trait de lumière. Le brouillard fut balayé. Tout ce qui était demeuré obscur s'expliquait naturellement. Les faits s'enchaînaient merveilleusement, depuis les difficultés au sein des C.S.R. et leur épuisement désertique jusqu'aux difficultés au sein de la C.G.T.U.

Les « pactisants » avaient pris des engagements sérieux:

« Pratiquer entre nous une solidarité effective, matérielle et morale sans limite. Se défendre mutuellement contre toute attaque et répondre l'un de l'autre comme de soi-même. Se prêter aide et protection réciproque, en se déclarant solidaires les uns des autres. »

Pour quelle besogne périlleuse, illégale, corporative?

« Nous nous engageons à œuvrer par tous les moyens en notre pouvoir pour qu'à la tête et dans tous les rouages essentiels du C.S.R., principalement à la tête de la C.G.T. quand elle sera en notre pouvoir ou sous notre contrôle. NOUS ASSURONS L'ELECTION, aux postes les plus en vue et responsables tant au point de vue des conceptions théori-

ques qu'à celui de l'action pratique, des camarades purement syndicalistes révolutionnaires, autonomistes et fédéralistes. »

Tout de suite, on vit ce que valaient pour ces gens qui les avaient toujours à la bouche les mots d'autonomie, de fédéralisme.

Que devient donc le fédéralisme quand il existe une franc-maçonnerie au sein de l'organisation, un comité mystérieux qui la manœuvre et la domine? Le fédéralisme n'est plus qu'une fiction. Le syndicalisme, durant plus d'un an, n'a été qu'un guignol dont le Pacte, dans la trappe, tirait les ficelles.

Que devient l'autonomie du mouvement? Peut-on démêler ce qui est la pensée des organisations et ce qui est la pensée du « Pacte ». Une décision prise l'a-t-elle été suivant le désir et le besoin de l'organisation, ou bien suivant le désir et le besoin du Pacte.

Le Pacte, c'était le sabotage du fédéralisme et de l'autonomie, la négation et la destruction du syndicalisme. Tout le monde eut un haut-le-corps. Les incidents de la conférence de Berlin devaient venir par là-dessus et montrer comment la majorité de la C.A. inter-prétait et appliquait ses propres décisions.

LE CONGRES DES CHEMINOTS

Le Congrès fédéral des cheminots permit de se rendre compte qu'en dépit de tous leurs efforts les partisans du Pacte auraient de la peine à obtenir une désolidarisation d'avec la Révolution russe; qu'ils n'oseraient pas opposer franchement leur projet d'Internationale de Berlin; on put voir que l'esprit sincèrement unitaire avait repris sa vigueur et noter des déclarations favorables au front unique, tranchant avec celles qu'on se laissait entraîner à faire quelques mois auparavant, sous la clameur des gens du Pacte. Les cheminots n'ont-ils pas d'ailleurs pratiqué le front unique pour que l'orphelinat ne souffrit pas de la scission? Pourquoi n'en feraient-ils pas autant demain contre les Compagnies et contre Le Trocquer?

L'adhésion à l'Internationale syndicale rouge fut votée à une forte majorité; mais il serait inexact de classer la minorité parmi les partisans de l'Internationale de Berlin. Deux réseaux surtout fournirent des voix à la minorité, le P.-L.-M. qui d'ailleurs a modifié ses votes au Congrès de Saint-Etienne et qui s'était placé à l'égard de l'I.S.R. sur une position de réserve plutôt que sur une position d'hostilité — cela en raison d'une vieille coutume de prudence corporative qui, depuis longtemps, conduit les militants de ce réseau à n'aventurer un pied qu'après avoir bien regardé. Ce serait un défaut s'ils reculaient plus vite qu'ils n'avancent, mais ce défaut, ils ne l'ont pas. L'autre réseau, le P.-O., fut évidemment influencé fortement par Bert, son secrétaire, dont je crois assez justement fixer l'état d'esprit en disant que venu au syndicalisme par le communisme, il n'a pas compris la nouvelle politique du gouvernement des Soviets, et qu'il a pris la tactique du front unique pour une abdication de pensée des bolcheviks. C'est en somme d'un excès de communisme à la russe que souffre Bert. Je suis tranquille; on le retrouvera.

Les réseaux P.-L.-M. et P.-O. écartés, que restait-il donc comme force réelle du Pacte? Autant dire rien.

(La fin au prochain numéro).